

# le prolétaire

M 2414 - 395 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

FEV - MARS - AVRIL 1988

5FF / 30FB  
3FS / 1000L

n° 395

## Le jeu démocratique Rempart du capitalisme

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne - la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. - ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des amonnes politiques correspondant aux privilèges et aux amonnes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de "solides" journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et "d'obédience bourgeoise", voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des "partis ouvriers bourgeois".

Le mécanisme de la démocratie politique agit dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections; on ne saurait se passer des masses; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ne peut entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec les mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie.

(Lénine, "L'impérialisme et la scission du socialisme")

Avec l'élection présidentielle, la farce électorale bat de nouveau son plein pour faire croire aux citoyens électeurs qu'ils tiennent grâce au bulletin de vote leur sort entre leurs mains. Les moyens de propagande des divers partis, de droite, de gauche et "d'extrême gauche" se sont mobilisés pour la chasse aux voix, appuyés dans cette besogne, en dépit des différences et des oppositions d'autant plus fortement affirmées qu'elles apparaissent moins évidentes, par tout le réseau diversifié et le puissant appareil des "moyens d'information" bourgeois, à commencer par ceux de l'Etat lui-même.

Une illustration frappante de ce cirque où les organisations rivales s'entendent cependant comme larrons de foire quand il s'agit de se partager le gâteau, a été donnée par les réunions communes des grands partis (F.N., R.P.R., U.D.F., P.S. et P.C.F.) autour de Chirac sur le financement par l'Etat des partis politiques, tandis que les petits (Juquin, écolos), devant la porte close, protestaient contre leur exclusion.

Que l'Etat bourgeois paye ses larbins, nous n'y verrions, nous, aucun motif à scandale, au contraire des démagogues du type Lutte Ouvrière, qui, toujours prêt à flatter le contribuable, s'indignent que les impôts des "petites gens" puissent aller dans la poche des politiciens (!); ce serait la reconnaissance claire et ouverte de la nature bourgeoise de ces partis, même quand ils se disent "socialistes" et "communistes". Mais c'est précisément ce que tous veulent éviter, et c'est pourquoi il n'est pas difficile de prévoir que ces réformes éventuellement adoptées ne seront que de peu de portée.

La campagne électorale actuelle se déroule dans une situation à bien des égards différente de celle des précédentes présidentielles, ou de celles des dernières législatives. Les commentateurs se plaignent d'un risque de désintérêt des électeurs car "il n'y a plus d'enjeu", plus de "débat sur des projets de société", brefs, trop peu de choses pour appâter ces électeurs. Cette constatation se base sur fait réel: les partis en compétition ont abandonné leurs grands thèmes de propagande: à gauche on ne parle plus de "rompre avec le capitalisme" ni même de "changer la vie" et sur les affiches du P.S. le slogan "l'Europe, une idée qui fait son chemin" a remplacé le vieux "le socialisme, une idée qui fait son chemin" de 1974; à droite, parallèlement, il ne s'agit plus de "barrer la route au totalitarisme" ou de défendre les libertés. L'alternance rapide de gouvernements de gauche ou de droite a fait la démonstration de l'accord profond qui existe des deux côtés de l'échiquier politique sur l'essentiel: le respect et la sauvegarde du capitalisme et la volonté d'appeler les travailleurs à accepter les sacrifices et l'austérité pour sa défense. Cela a entraîné la dévalorisation complète de la propagande antérieure et l'apparition d'un "parler vrai" et d'un "réalisme" qui n'est que le discours de l'acceptation de l'éternité de la société bourgeoise.

D'autre part un consensus s'est établi sur des questions qui hier encore étaient l'enjeu d'affrontements au sein de la bourgeoisie et qui avaient leur écho dans les positions des partis de l'opposition. Le thème de l'intégration européenne est commun à tous; le P.C. lui-même ne combat plus la C.E.E.. Sur la défense Nationale le consensus est pour l'instant complet. A propos des dénationalisations et du rôle de l'Etat dans l'économie, les divergences qui subsistent ne reflètent que les rivalités de groupes capitalistes concurrents;

(Suite en page 2)

## Les territoires occupés en ébullition

Alors qu'au Sud-Liban les masses palestiniennes subissent encore les coups répétés des milices Amal, de l'ASL et de l'armée sioniste bombardant systématiquement et régulièrement les camps palestiniens, alors que l'état autour des camps de Beyrouth ne se desserre qu'à peine après plusieurs années qui ont obligé les populations à se terrer comme des rats des mois durant dans des abris souterrain surpeuplés, les masses arabo-palestiniennes des territoires occupés doivent affronter la plus féroce offensive de maintien de l'ordre sioniste depuis l'occupation de 1967. Après 20 ans d'occupation sioniste, la colonisation des terres, l'appropriation des principales richesses par les sionistes, l'eau, les terres les plus fertiles, etc., la répression militaire, policière, administrative, l'exploitation forcée des prolétaires arabes et palestiniens par le capital sioniste, ont créé une situation explosive dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Lentement mais sûrement l'état sioniste s'est resserré sur les masses arabo-palestiniennes des territoires occupés. A force d'appropriation forcée des terres de dynamitage de maisons, d'emprisonnement et de terreur militaire - dans la bonne tradition des années 48- l'Etat pied-noir d'Israël a réussi à s'approprier 41 % des terres de Cisjordanie et 30 % de celles de Gaza. Pour cela tous les moyens ont été bons, les arabes et les palestiniens ne sont pratiquement jamais autorisés à construire, et lorsqu'ils construisent une maison, toutes les justifications sont bonnes pour les en chasser ou leur faire payer d'exorbitantes amendes pour effraction. A des articles de loi que les autorités sionistes inventent au gré du besoin quotidien. La pression des colons pour s'approprier les terres, qu'il y ait eu ou non gel officiel des implantations en terroirs occupés, n'a fait que s'accroître au fur et à mesure de la consolidation de leurs bases et grâce à l'aide soutenue de l'armée.

Dans la répression des masses arabo-palestiniennes, l'Etat sioniste vient de faire un nouveau pas technologique par l'acquisition d'un ordinateur permettant de mettre en fiche toute la population des territoires occupés et donc de faciliter les recherches et arresta-

tions des militants, de contrôler le déplacement de toute la population, etc.

Cette répression s'est considérablement accrue depuis 1984, date à laquelle Itzhak Rabin, travailliste, prenait ses fonctions de ministre de la défense. Les arrestations ont redoublé, les assassinats de palestiniens par l'armée et les colons sont devenus de plus en plus fréquents. Lorsque le Likoud était seul au gouvernement il n'y aurait eu, par exemple et sous réserve de la réalité des chiffres officiels des agences sionistes, que 20 destructions de maisons à Gaza contre 200 pour la seule année 1987.

Ce renforcement de l'offensive sioniste en Cisjordanie et à Gaza n'est pas fortuit, il s'inscrit dans le cadre de toute la stratégie de l'Etat pied-noir pour s'approprier ces territoires tout en réglant les questions sociales de la façon la plus radicale. Le sionisme est en effet à un tournant important de son existence au Moyen Orient. Il doit prendre en considération d'importantes modifications des rapports de force dans la région dont celui de la démographie respective des israéliens et des masses arabo-palestiniennes, ce qui n'est pas le moindre des problèmes pour un Etat fondé sur le privilège d'une catégorie, les juifs en l'occurrence, sur le reste de la population.

En Israël même, l'Etat sioniste, sur une population ne comprenant que 17 % de non-juifs (arabes et palestiniens), peut évidemment exercer sa domination sur la minorité de citoyens de seconde classe sans craindre une trop grande résistance.

Mais si l'on inclut les territoires occupés dans la calcul démographique, les rapports ne sont plus du tout aussi favorables pour le sionisme.

Dans 12 ans, en l'an 2000, le rapport entre les populations s'établira à 45% d'Arabes et de Palestiniens et 55% de juifs. Mais en 2010 la proportion passera à 50%-50%. Or, comme de plus l'immigration juive en Israël se tarit, que l'émigration des juifs par contre ne cesse de progresser et qu'Israël n'échappera pas à un vieillissement de sa population, l'Etat sioniste est contraint objectivement d'accroître sa pression sur les masses arabes et palestiniennes.

(Suite en page 7)

## LE COMMUNISME REJETTE L'ELECTORALISME

Les "Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien sur le Parlementarisme" présentées au deuxième congrès de la IIIème Internationale résumées de la façon suivante la position commune à tous les communistes marxistes envers les institutions électorales et parlementaires de la démocratie bourgeoise:

1. Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du

pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien: les Conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus: la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative. (...)

(Suite en page 3)

# Le jeu démocratique Rempart du capitalisme

(suite de la page 1)

"La plupart du temps, c'est seulement par des falsifications démagogiques que la droite et la gauche bourgeoises parviennent à intéresser le prolétariat à leurs divergences..." Le but de "la gauche n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe." (2)

Le septennat de Mitterand a été une nouvelle confirmation que ce que notre courant écrivait alors sur la base du marxisme véritable n'a rien perdu de sa valeur.

## RECOMPOSITION DU REFORMISME

La bourgeoisie française a été la première du siècle dernier à faire appel à des éléments issus du mouvement ouvrier, dans des périodes difficiles; depuis elle a une longue expérience du recours au réformisme prétendument socialiste ou communiste. En 1981, elle a fait accéder la gauche aux responsabilités gouvernementales pour que celle-ci remplisse sa fonction de paratonnerre social dans une période où le capitalisme avait à réaliser toute une série de graves restructurations et ajustements de son économie en perte de vitesse après la crise de 74-75.

On sait avec quel succès la gauche élue sur un programme réformiste de satisfaction d'au moins certaines revendications sociales, a accompli le programme bourgeois tel qu'il avait été crûment énoncé par Barre ("Déplacer le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires"), liquider par dizaines de milliers les emplois dans les secteurs non rentables, revitaliser le militarisme, etc, etc, sans grandes réactions ouvrières et sans accorder autre chose que des miettes en guise de concessions.

La désaffection vis-à-vis des organisations de gauche qui s'en suivit s'est traduite par des défaites électorales retentissantes et par la montée du Front National (3). Mais -miracle des institutions démocratiques!- il a suffi d'un an de cohabitation pour que le P.S. refasse le terrain perdu et que Mitterand, descendu hier à des records d'impopulairité, caracole maintenant en tête des sondages.

Cette capacité du P.S. à surmonter de graves revers montre qu'il est bien redevenu un véritable "parti de gouvernement" comme sous la IV<sup>e</sup> République, tout en conservant des possibilités d'influence et de récupération de mouvements sociaux dirigés par les couches moyennes (mouvements laïques, étudiants, anti-racistes...). Sa force ne lui vient pas des liens avec les masses, mais des liens avec le capitalisme et l'Etat qui lui permettent une politique clientéliste vis-à-vis des classes moyennes salariales qui constituent l'essentiel de ses adhérents et le noyau de ses électeurs. En tant que variante "douce", "humaine", de la politique bourgeoise, il a désormais reconquis, après sa longue pénitence oppositionnelle depuis le début de la Ve République, une place irremplaçable dans le dispositif gouvernemental de l'impérialisme français.

La position du P.C.F. est au contraire assez différente car son existence politique dépend plus directement de sa capacité à maintenir son encadrement contre-révolutionnaire sur la classe ouvrière tout en servant de canal à ses revendications immédiates. Il a donc d'autant plus fortement subi l'usure de sa participation gouvernementale que c'est la classe ouvrière qui a fait les frais du "sale boulot" (comme disait Fabius) fait par la gauche pour redresser l'économie capitaliste. C'est cela qui a provoqué l'éclatement d'une crise qui mûrissait déjà auparavant et qui est la plus grave qu'il ait connue depuis plus d'une vingtaine d'années.

Dans cette crise le remède préconisé par les rénovateurs revenait à avancer dans la voie suivie par le P.S. pour devenir un parti de gestion "de gauche" de l'économie capitaliste. Indépendamment du fait que la place est déjà prise, cette orientation entraine inévitablement en contradiction avec le maintien d'une influence, peut-être réduite, mais encore substantielle parmi les travailleurs.

Il est d'ailleurs significatif que les rénovateurs mettaient l'accent sur "l'ouverture" vers d'autres secteurs de la population. Adopter cette orientation aurait été véritablement suicidaire, avec la seule perspective de devenir un petit P.S.-bis. Le P.C. a donc repoussé la tentation rénovatrice, fruit pourtant de sa propre trajectoire. Ce faisant il n'a pas fait preuve d'aveuglement mais de lucidité, il n'a pas accompli de revirement mais fait preuve d'une certaine continuité dans ses orientations. Juquin a "révélé" qu'en 1981 les dirigeants du P.C.F. voulaient la défaite de Mitterand et qu'ils avaient fait passer discrètement la consigne de faire voter pour Giscard, sous le nom du "vote révolutionnaire" (sic!). Mais nous n'avons pas besoin de révélations pour savoir que dès 78 le P.C.F. a rompu l'Union de la Gauche pour empêcher une victoire de celle-ci et pour éviter d'aller au gouvernement avec le P.S. L'analyse faite explicitement était qu'un gouvernement de gauche serait contraint de prendre des mesures impopulaires en raison de l'état de l'économie (et bien entendu -explication à usage des militants- à cause de la "nature social-démocrate" du P.S.), de se tourner donc contre les propres électeurs du P.C. Au bout de quelques mois l'expérience se terminerai par un retour, en position de faiblesse, dans l'opposition. Et c'est en fait ce qui s'est passé quelques années plus tard, après que le P.C. ait fait tout ce qui lui était possible pour entraîner la défaite de Mitterand.

Il était beaucoup plus facile au P.C. de capitaliser dans l'opposition le mécontentement tout en faisant miroiter une victoire électorale toujours remise au lendemain.

Malheureusement pour lui, la victoire électorale a fini par arriver et il lui a bien fallu, à contre-cœur, faire ce que la bourgeoisie demande toujours à ses serviteurs réformistes: se sacrifier pour défendre l'ordre capitaliste. En l'occurrence se dépenser sans compter pour faire accepter à la classe ouvrière la potion amère de l'austérité.

L'affaiblissement provoqué par ces deux ans et demi au gouvernement est profond et ne pourra être surmonté qu'à la longue. De plus la participation a fortement accentué les contradictions au sein du P.C.. Les poussées "gestionnaires" ont mûri, bon nombre d'éléments l'ont quitté pour le P.S. en accélérant une tendance qui existait déjà autour du pôle dynamique de la gauche. Des intellectuels, des bonzes syndicaux, des élus ont eu du mal à accepter le retour à la marginalisation politique, le repli sur "l'opposition systématique": ils forment à présent la base du mouvement rénovateur et à l'extérieur et à l'intérieur du P.C.F.

Le recul du P.C. n'est pas l'annonce de sa disparition prochaine. La stabilité politique de la société capitaliste exige la présence d'un parti de collaboration de classes fortement implanté dans le prolétariat pour recueillir et stériliser les poussées revendicatives de façon à éviter qu'elles deviennent dangereuses pour l'ordre social bourgeois. L'existence de ce réseau multiforme, de ces canaux ramifiés de façon capillaire dont le P.C. concentre une bonne partie, qui relient la classe ouvrière à l'ordre capitaliste, ne pourra être remis en cause que par un profond ébranlement de la société. C'est sur elle que se fonde la survie du P.C. au moins tant qu'un concurrent ne cherche à le déloger.

Or l'objectif affiché par le P.S. d'une réduction du poids politique du P.C., pour redonner plus de souplesse au jeu politique parlementaire et gouvernemental, en rendant possible une alternance dédramatisée, est dorénavant atteint. Plumer davantage la volaille national-communiste pourrait créer un vide politique dangereux. Les dirigeants socialistes dans leur grande majorité ont écarté l'idée de chercher à "recueillir la famille communiste" avancée par certains raliés comme Fizbin car elle n'est pas compatible avec la place de premier plan qu'entend tenir le P.S. sur l'échiquier politique. En refusant le changement de statut de Renault, Mitterand a fait un geste non négligeable en direction du P.C.. Au delà de ce qu'en a vu la presse (acheter le désistement du P.C. au second tour) il témoigne d'une volonté de freiner l'effritement de celui-ci, manifeste aussi dans la consigne officielle aux élus socialistes de ne pas accorder leur signature à Juquin.

De leur côté, les rénovateurs, lors de leurs Assises à la mi-janvier, ont estimé que s'ouvre un espace politique entre le P.S. et le P.C., tout en refusant de s'engager encore dans la construction d'une organisation politique. A l'heure actuelle un flou complet entoure la démarche des rénovateurs: flou sur le programme, flou sur les alliances, flou sur l'objectif et leur raison d'être. Ce flou vient en fait de ce qu'ils attendent les résultats des élections pour se déterminer sur leur avenir le plus immédiat et non de ce qu'ils hésiteraient entre le réformisme et la révolution. Pas un moment ils n'ont cessé de faire partie de la gauche bourgeoise, même quand il leur arrive (rarement) de se dire révolutionnaires. Tout autant que les grands partis de gauche ils sont des faux-amis du prolétariat et doivent être dénoncés et combattus à ce titre.

## DECOMPOSITION DE "L'EXTRÊME-GAUCHE"

Nous avons caractérisé l'extrême-gauche en développement après 68 (le "gauchisme") non comme une manifestation du mouvement révolutionnaire, mais comme un rejeton tardif de la contre-révolution qui, sous les dehors séduisants d'une phraséologie marxisante, représentait une impasse pour les éléments en rupture avec l'encadrement opportuniste traditionnel. Cette analyse nous a fait taxer de sectarisme et de dogmatisme; elle a cependant été confirmée avec éclat par l'évolution de cette gauche de moins en moins extrême. En 20 ans, elle est passée du boycott électoral à l'électoralisme le plus débridé, des déclarations tapageuses contre-réformisme à son "soutien critique" puis au naufrage dans le réformisme ouvert, de l'exaltation du guerrillérisme à la condamnation de la violence, de la revendication de la dictature du prolétariat à la défense de la démocratie ou de "l'Etat de Droit".

Cette évolution ne s'est sans doute pas faite de la même façon, à la même vitesse et au même rythme pour toutes les organisations. Nous n'ignorons pas les différences entre un PCI/MPPT satelisé autour de F.O., une Lutte Ouvrière championne toute catégorie d'électoralisme, attirée par le P.C.F., une L.C.R. à la recherche fébrile de l'union avec les rénovateurs (3), sans parler du défunt mouvement maoïste dont le dernier représentant officiel, le P.C.M.L.F., transformé en P.A.C. (Parti de l'Alternative Communiste) s'est noyé dans l'éphémère regroupement électoral que fût en 86 "l'Alternative".

Mais en dépit de leurs différences, tous se sont retrouvés à un moment ou à un autre alliés du collaborationisme et du réformisme, comme en 1981 où ils ont tous appelé les prolétaires à voter pour Mitterand. Leur suivisme congénital vis-à-vis du réformisme les conduit les uns après les autres à se défaire de leurs prétentions communistes à mesure qu'ils se font une place dans le paysage politique ou au sein des appareils de la collaboration de classe. De plus en plus ils ne conçoivent l'action politique que sous l'angle de la participation à la farce électorale et seuls les obstacles mis par la loi à l'obtention d'élus par les petites formations les préserve d'une dégénérescence plus rapide qui aurait l'avantage de clarifier la situation.

## LA PREPARATION REVOLUTIONNAIRE PASSE PAR LA RUPTURE AVEC L'OPPORTUNISME ET LE REJET DE L'ELECTORALISME

Les évolutions que nous venons d'indiquer et la recomposition du réformisme dépendent en dernière analyse de la situation sociale, c'est-à-dire de la lutte des classes qui ne cesse jamais sous le capitalisme, même quand elle se déroule de façon inconsciente et sous une forme mystifiée du côté du prolétariat. Ce sont les nécessités de la lutte des classes, menée de façon consciente par la bourgeoisie qui l'amènent à faire appel tantôt à la gauche, tantôt à la droite ou à l'extrême-droite.

La grève générale de mai-juin 68 conduisit les forces de la collaboration des classes à mettre sur pied l'Union de la Gauche et à élaborer un Programme Commun de Gouvernement dans le but de proposer aux prolétaires la conquête électorale du pouvoir comme la voie assurée, pacifique et sans douleurs, pour la satisfaction de leurs revendications. Après une décennie de lutte dans les usines contre toutes les velléités de mouvements incontrôlés au nom de l'utilisation de la méthode électorale et du respect des institutions bourgeoises, leur passage au pouvoir a démontré la nocivité des solutions avancées par les réformistes. Une nouvelle vague

de luttes ouvrières de grande ampleur pourrait donc être maîtrisée beaucoup plus difficilement, alors que les tempêtes qui s'annoncent à l'horizon économique doivent faire craindre à la bourgeoisie que la tenue du Front social n'ira pas de soi. Les prévisions quasi-officielles d'une croissance nulle pour 1988, en dehors de toute récession mondiale, signifient qu'une nouvelle cure d'austérité devra être imposée aux travailleurs. Comment y arriver au mieux?

Différentes forces se posent objectivement en candidates à la résolution de ce problème posé par les faits au capitalisme, chacune avec sa solution à court ou à moyen terme, depuis la solution autoritaire incarnée par le Front National jusqu'aux diverses variantes du réformisme.

L'élection présidentielle permettra d'avancer dans l'adaptation du système politique français aux nouvelles conditions plus incertaines qui demandent davantage de souplesse et de plus grandes possibilités d'alternance. Elle ne pourra cependant pas fournir de réponse définitive à un problème dont l'inconnue inquiétante pour la bourgeoisie est l'attitude de la classe ouvrière.

Et c'est en se tenant fermement sur le terrain de classe, en dehors et contre le terrain électoral, contre toute illusion d'utiliser les possibilités qu'il semble offrir, contre toute suggestion de choisir une variante bourgeoise comme un moindre mal ainsi que le voudraient ceux qui ne cessent d'appeler à "battre la droite", en travaillant inlassablement en faveur de l'apparition et du développement d'organismes prolétaires de lutte indépendants, en oeuvrant à la constitution et au renforcement du parti de classe international que les militants révolutionnaires peuvent préparer dans la période qui vient la ré-émergence du prolétariat et sa victoire dans les futures luttes révolutionnaires contre le capitalisme et tous ses valets. ●

(1) L.O. s'empresse cependant d'ajouter: "le moins injuste serait de rendre proportionnel au nombre de voix obtenues par chaque candidat, sans aucune limite inférieure, ce remboursement des frais de campagne": le scandale disparaîtrait si L.O. pouvait en bénéficier! (Lettre de A. Laguiller à J. Chirac, L.O. No 1020 19/12/87)

(2) Ces thèses se trouvent dans le recueil "Défense de la continuité du Programme Communiste" disponible aux Ed. Programme, 50FF.

(3) Cf: "nouveau visage réformiste du Trotskysme", Le Proletaire No 391.

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:  
Editions Programme, 17, rue René  
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:  
Editions Programme 12 rue du Pont  
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements:  
Timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB  
25 FS 12000L Abonnements de soutien: 100FF 400FB  
40FS 25000L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF  
480FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS  
40 000L Abonnements à IL COMUNISTA: 60FF 240FB  
30FS 12000L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L  
Imprimé par nos soins

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

Sommaire du No 11-février 88

- Gorbaciov in linea con Stalin contro Lenin e il comunismo.
- Reagan-Gorbaciov: Briganti a convegno. Incontri di Pace o premesse di guerra.
- Il bersaglio della borghesia e dell'opportunismo non è il diritto ma l'azione organizzata di sciopero indipendente dalle compatibilità economiche aziendali e nazionali.
- Divampa nei territori occupati la rivolta sociale dei palestinesi.
- Il Sudafrica nella prospettiva marxista.
- La classe operaia nera protagonista delle lotte sociali in Sudafrica.
- Antimilitarismo di classe e guerra.
- Le ragioni delle scissioni di Livorno '21.
- Corrispondenze
- Lo sciopero dei minatori marocchini in Francia e il peso dell'isolamento.

Souscription permanente (liste 1-1988): A.B.: 200.-, Marseille: 500.- R.: 200.-, Brunoy: 130.-, lecteur: 25.-, Paris: 800.-, Toulouse: 50.- Paris: 600.- Total liste 1: 2505.-

# LE COMMUNISME REJETTE L' ELECTORALISME

(Suite de la page 1)

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5. Actuellement, la tâche des communistes dans leur oeuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de sa voie historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

De leur côté, les Thèses adoptées par l'Internationale lors de ce second congrès définissent de la façon suivante les positions de principe communistes, au chapitre "Le communisme, la lutte pour la dictature du prolétariat et l'utilisation des parlements bourgeois":

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme "démocratique" de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une "volonté du peuple" au dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du capital.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3. Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement "prolétarien" dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de

la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation gouvernementale comme une organisation de combat dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne sont pas admis; dans cette phase, toute fiction de volonté populaire est nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs, qui ne pourrait que lui être néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat. En réalité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et doivent donc être détruites et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

A la suite de cette partie théorique, les Thèses précisent la tactique du "Parlementarisme révolutionnaire" adoptée sur la base de l'expérience de la lutte des bolchéviks en Russie: participation aux élections, aux parlements dans un but révolutionnaire de propagande et d'agitation. Comme tous les groupes d'extrême gauche actuels, cette gauche qu'on ne peut plus appeler "extra-parlementaire" parce qu'il est trop évident qu'elle ne rêve que d'entrer au parlement, n'hésitent pas à invoquer cette tactique pour justifier leur électoralisme, il faut rappeler dans quel sens et avec quelles étroites limites l'Internationale l'avait envisagée:

" 8. La lutte politique ne se réduit donc nullement à une question d'attitude à l'égard du parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tende au renversement du régime capitaliste en général.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir d'Etat, est avant tout celle des actions de masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masse du prolétariat (syndicat, partis, soviets), sous la conduite générale du Parti communiste, solidement uni, discipliné, et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir un bon corps politique d'officiers et un état-major politique efficace qui dirige toutes les opérations dans tous les domaines de l'action.

10. La lutte des masses constitue tout un système d'actions en développement continu qui prennent des formes toujours plus dures et conduisent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masse appelée à se transformer en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, fortifier toutes ses positions légales, en faire des points d'appui secondaires de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de la campagne principale, c'est-à-dire à la lutte des masses.

11. La tribune du Parlement bourgeois est un de ces points d'appui secondaires. (...) En effet le Parti communiste n'y entre pas pour se livrer à une activité organique, mais pour aider les masses de l'intérieur du Parlement, à détruire par leur action propre la machine d'Etat de la bourgeoisie et le Parlement lui-même."

Après avoir souligné que l'action des communistes sur ce terrain "doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte extra-parlementaire des masses", après avoir stipulé que les campagnes électorales ne doivent pas être des chasses aux voix ou aux sièges, "mais une mobilisation révolutionnaire des masses sur les mots d'ordre de la révolution prolétarienne", les Thèses concluent:

19. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question ("le parlementarisme révolutionnaire" - NDLR). Le centre de gravité étant dans la lutte extra-parlementaire pour le pouvoir politique, il

va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte des masses pour cette dictature ne peut être mise sur le même plan que la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

Et elles terminent en appelant "tous les partisans de la lutte de masse pour la dictature du prolétariat sous la direction d'un parti centralisé influençant toutes les organisations de masse du prolétariat" à se regrouper au sein du Parti communiste (1).

Les campagnes électorales des "gauchistes" d'aujourd'hui ne satisfont pas aux conditions que nous venons de citer; mais eux-mêmes en outre ne sont pas des partisans du rôle décrit plus haut du parti communiste, de la guerre civile, de la dictature du prolétariat, et cela, au nom du pluralisme et de la démocratie: leur électoralisme n'est donc pas une erreur de tactique, mais la conséquence logique de leur adaptation opportuniste aux méthodes et aux principes de la démocratie bourgeoise dont ils sont devenus partisans.

La farce du pseudo-parlementarisme révolutionnaire actuel, après le drame de la dégénérescence des partis communistes et de l'Internationale d'hier, confirme la justesse des positions défendues par notre courant. Sur la base d'une expérience historique déjà longue d'utilisation par la bourgeoisie de toute la machine électorale et parlementaire pour duper la classe ouvrière et faire dégénérer les partis ouvriers, il s'était opposé à la tactique du "parlementarisme révolutionnaire" dans les pays de vieille tradition démocratique. Pour lui, une rupture nette et irrévocable avec les habitudes et les inerties parlementaires était nécessaire pour la constitution des partis communistes et pour la lutte décidée de ceux-ci contre les paralysants illusions électoralistes et pacifistes parmi les travailleurs.

L'expérience ultérieure en a porté la preuve a contrario en démontrant les extrêmes difficultés (et l'impossibilité en période de basse tension sociale) à utiliser cette tactique dans le sens voulu par les bolchéviks. Aujourd'hui, comme hier et demain l'alternative est bien: ou préparation électorale, ou préparation révolutionnaire !

(1) Tous les textes cités, et d'autres, se trouvent in extenso dans notre brochure: "La question parlementaire dans l'I.C." disponible à notre adresse: 5 FF port en sus.

## PCF : Un programme chauvin et petit-bourgeois

Depuis son retour dans l'opposition, le PCF veut apparaître comme le parti des mécontents; dans cette voie la victoire de la droite aux élections législatives l'a conduit à afficher un refus apparent et parfois ostentatoire du consensus global qui unit les grandes forces politiques bourgeoises. A-t-il pour cela adopté une politique de défense des intérêts prolétariens ?

En examinant brièvement les résolutions de son dernier congrès (décembre 87) destiné à encadrer son activité et à préparer en particulier sa campagne présidentielle, nous pouvons constater qu'il n'en n'est rien, contrairement à ce que semblent croire même certains pseudo-révolutionnaires (1).

Sans doute trouve-t-on dans le programme défini lors du congrès des revendications immédiates qui intéressent les travailleurs, comme le SMIC à 6000 F, l'élévation du pouvoir d'achat des salaires, la revalorisation des retraites, des allocations familiales, des prestations sociales, la réduction du temps de travail, etc. Mais si l'on ne dit pas comment peuvent être arrachées ces revendications, ou plutôt si on fait croire qu'elles seront le résultat des élections, cela signifie qu'il ne s'agit pas d'autre chose que d'un catalogue démagogique, destiné à recueillir le maximum de voix.

De plus la modération des revendications fait clairement apparaître à quel point la soumission aux lois du capital est un obstacle infranchissable pour la défense, ne serait-ce que sur le papier des intérêts ouvriers. Ceci est particulièrement évident à propos de la question du chômage.

Au chapitre "Défendre les salaires contre la politique patronale de sous-emploi, de licenciements" (2), en plus d'un renvoi à l'exposé des miracles économiques que nous promet le PCF si jamais il était au pouvoir, on ne trouve que 2 propositions:

1. "Aucun licenciement sans reclassement préalable". Le texte a beau ensuite

expliquer que ces reclassements doivent se faire à "salaire équivalent", que le Comité d'Entreprise doit avoir le droit d'interdire le licenciement s'il n'y a pas de reclassement, l'essentiel a été dit: les licenciements sont admis, réalisme bourgeois oblige. La notion de salaire équivalent disparaît d'ailleurs dans la suite du paragraphe; quand à la garantie que constituerait le C.E. contre les licenciements sans reclassement, quel travailleur un tant soit peu conscient pourrait s'opposer au patronat ? La réalité montre tous les jours le contraire. Enfin la dernière proposition du paragraphe, celle d'un "grand service public de l'emploi", jouant un "rôle d'aide réelle à l'orientation pour l'embauche et la formation", n'est qu'une mesure de régularisation des mécanismes du marché du travail. C'est bien pourquoi la bourgeoisie a créé l'ANPE bien avant que le PCF ne songe à inscrire cette revendication dans son programme...

Dans tout ce premier point, (comme dans toutes les résolutions du congrès), on ne trouve pas trace de ce que devrait être, ne disons pas une politique révolutionnaire, mais une politique de défense réelle et intransigeante des travailleurs: l'appel à une lutte résolue contre tous les licenciements. Pourquoi ?

Parce qu'une telle lutte devrait obligatoirement s'affranchir des limites de catégorie, de corporation, d'entreprise, parce qu'elle devrait obligatoirement se heurter aux intérêts de l'économie nationale, en bref parce qu'elle devrait se mener sur une orientation de classe, nettement anti-capitaliste.

Et c'est précisément parce que la fonction du réformisme est de faire obstacle à cette orientation qu'il en est réduit à ne proposer que les plus misérables retouches et adoucissements aux attaques anti-prolétariennes. Il est hautement significatif que les rédacteurs du programme n'aient glissé une vague "revalorisation des allocations-chômage" que dans le chapitre sur la pauvreté, tout de suite après la lutte contre la faim "en liaison avec les organisations

humanitaires et les collectivités locales". Le PCF ne voit pas dans la question de la défense des chômeurs un problème essentiel de la lutte prolétarienne, mais une question de pauvreté à résoudre sans doute par la bienfaisance et la charité privée ou d'Etat, parce que c'est la seule façon de désamorcer la bombe sociale contre l'ordre établi que constitue le chômage.

La deuxième et dernière proposition du chapitre sur les licenciements illustre encore davantage l'orientation pro-bourgeoise du programme du PCF. Citons-le en entier:

" Il est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés (souligné dans le texte-NDLR), alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial."

Cette formulation peut paraître "modérée", à qui est habitué aux tirades Lepénistes; en fait elle légitime les positions "extrémistes" de la droite et de l'extrême-droite, car elle dénonce une partie de la classe - les immigrés - comme une des causes du chômage (dans le chapitre, c'est même la seule cause indiquée). Du "simple" arrêt de l'immigration, à la lutte contre les immigrés préconisée par les racistes ouverts, il n'y a plus ensuite qu'un pas logique. Le texte du PCF parle lui-même d'arrêter effectivement l'immigration, en faisant donc de la surenchère sur les mesures appliquées par l'Etat bourgeois depuis de nombreuses années. Lorsqu'on sait que l'arrêt de l'immigration a toujours été associé sous les gouvernements de droite ou de gauche à la lutte contre les travailleurs sans-papiers et en fait aux discriminations et à la répression contre tous les travailleurs immigrés, la petite phrase du PC prend tout son sens crapuleux: c'est un appel ouvert à l'application effective, donc au renforcement de la pression bourgeoise sur une partie notable de la classe ouvrière; c'est une contribution de première grandeur à la montée du racisme parmi les

travailleurs à qui les émigrés sont désignés comme bouc-émissaires du chômage, c'est un soutien à la division du prolétariat, donc à son affaiblissement face à la bourgeoisie et à son Etat.

C'est au fond la reconnaissance sur le papier de la politique suivie hier au gouvernement ( que le PCF voudrait faire oublier ) et qui est encore quotidiennement appliquée. Bien que la fin des discriminations contre les immigrés et les habitants des DOM-TOM soit revendiquée ailleurs par le programme, les mairies du PCF ne se gênent pas pour pratiquer une politique des quotas dans les logements à l'encontre des étrangers ou des antillais et réunionnais, à refuser les certificats d'hébergement nécessaires au regroupement familial, etc.

Dans les luttes ouvrières, la récente grève des mineurs marocains a été une démonstration supplémentaire de l'incapacité du PCF à oeuvrer à une solidarité réelle entre français et immigrés, après tant d'autres exemples de sabotage et d'isolement des luttes des immigrés.

En fait le réformisme collaborationniste quel que soit son étiquette politique, est totalement lié à l'ordre bourgeois qu'il cherche à améliorer quand c'est possible, mais toujours à préserver. Ses revendications extrêmes sont les idéaux bourgeois (liberté, égalité, fraternité, démocratie, indépendance, etc) qu'il reproche à la bourgeoisie de ne pas respecter, alors que leur fonction première est d'être une arme idéologique contre la lutte de classe. C'est pourquoi il transige lui aussi avec ces idéaux, non seulement en s'adaptant aux orientations du capital, mais en s'en faisant l'agent parmi les travailleurs.

Nous venons de le voir sur une question aussi brûlante pour la classe ouvrière que l'attitude face aux licenciements et aux divisions des travailleurs selon leur nationalité.

Mais le réformisme du PCF démontre avec éclat sa nature pro-capitaliste

(Suite en page 4)

PCF: UN PROGRAMME CHAUVIN  
ET PETIT-BOURGEOIS  
(suite de la page 3)

dans ses orientations politiques générales. Elle est finie l'époque où le PC parlait encore de socialisme, ou de "transformation révolutionnaire" de la société. Il ne s'agit plus maintenant que de "mettre en oeuvre une politique économique différant radicalement de celle qui est appliquée depuis 15 ans (?) ... Produire français, démocratiser l'économie afin que notre peuple puisse conquérir la maîtrise du développement national, coopérer dans l'intérêt national avec les autres pays, telles sont les grandes lignes de cette politique".

Il n'est pas utile de critiquer en détail les points du programme économique qui suit; ce ne sont que des vœux pieux pour que l'industrie française parte à la reconquête de son marché intérieur dans tous les secteurs, rapatrie ce qui est fabriqué à l'étranger, avec à chaque fois le nombre d'emplois par dizaines de milliers qui seraient créés. Le but pour le PCF n'est pas de présenter un programme qui se tienne du point de vue économique; il est de faire croire qu'une issue au chômage et à la crise est possible dans le cadre du capitalisme et dans les frontières nationales, avec une autre politique. Les responsables de la crise sont alors les gouvernants qui "ont choisi l'abaissement national et les abandons de souveraineté... plutôt que l'indépendance du pays et le développement de ses atouts", les bourgeois qui "bradent le pays au capital étranger", qui liquident "notre indépendance, la liberté de choix et d'action de la France", des capitalistes qui spéculent au lieu de faire honnêtement leur métier de capitalistes, etc...

Il suffirait que l'Etat soit dirigé par de vrais patriotes, dévoués à l'intérêt de la France et qui veulent "la justice", "la liberté" et "la paix" pour que les difficultés s'évanouissent et que disparaissent les problèmes.

Le rêve petit-bourgeois d'un capitalisme harmonieux et efficace, d'une société basée sur l'exploitation mais démocratique, d'un impérialisme revigoré mais soucieux de culture ("défendre et promouvoir la langue française dans le monde"), assoiffé de coopération et épris de paix, se lit à chaque ligne des résolutions du congrès du PCF. Etranger aux positions de classe, le collaborationnisme politique et syndical ne peut qu'adhérer à l'idéologie dominante, mais sous la forme particulière que lui donne la petite-bourgeoisie avide de se faire une place dans la société, craintive devant les contradictions croissantes du capitalisme. La petite-bourgeoisie est consciente de la faiblesse de sa position dans la société, coincée qu'elle est entre les deux classes dont l'antagonisme menace de la broyer, le prolétariat et la bourgeoisie. C'est pourquoi elle ne donne pas à ses aspirations un caractère de classe ouvert; elle les camoufle derrière de grandes phrases sur l'intérêt général, sur la nation, la démocratie et autres notions censées être au dessus des classes. Le collaborationnisme sait qu'il ne peut survivre et prospérer que par la disparition de la lutte prolétarienne.

Tous deux ont les mêmes intérêts et leurs représentants communient dans le même parti, "le seul parti vraiment moderne", en tout cas celui qui voudrait être le seul à pouvoir faire croire que "la classe ouvrière est la classe la plus vitalement intéressée à l'exigence révolutionnaire d'une gestion moderne de l'entreprise et de la société mettant le progrès au service de l'homme."

Il nous suffit de rappeler face à cette formule bourgeoise, la formule marxiste qu'elle a cherché à travestir: **la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout** pour saisir à quel point l'esprit et la lettre du programme du PCF sont opposés aux intérêts tant immédiats qu'historiques du prolétariat.

La lutte contre les gestionnaires modernes ou anciens de l'entreprise et du capital, contre les réformistes démocrates qui noient le prolétariat dans les eaux tièdes de l'interclassisme, contre les patriotes chauvins qui divisent la classe ouvrière, contre les social-pacifistes qui appellent au renforcement de l'Etat bourgeois, est une nécessité vitale sur le chemin du retour à la lutte de classe pour la destruction révolutionnaire de la société bourgeoise.

(1) Nous songeons aux trotskystes et en particulier à la LCR qui craignait que Juquin laisse le monopole d'une campagne présidentielle "anti-capitaliste et de lutte de classe" au PCF! (voir "Rouge" No 1286). A noter que Juquin reprend l'esprit des thèmes du PCF, notamment le "Fabriquons français", mais en mettant davantage l'accent en direction de la petite-bourgeoisie.

(2) Toutes les citations qui suivent sont tirées de la "Résolution du 26<sup>ème</sup> congrès" parue dans "L'Humanité" du 8/12.

# CHOMEURS LE BESOIN D'UNE ORIENTATION DE LUTTE

Le capitalisme repose sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires dont il tire la plus-value nécessaire à sa reproduction, mais cette plus-value il ne peut la réaliser qu'à la condition de vendre les marchandises qu'il produit. Or, et c'est là que le capitalisme révèle son anarchie la plus profonde, arrivé à un certain stade d'accumulation, le capitalisme doit faire face à un engorgement des marchés: il a produit trop de richesses, non pas par rapport aux besoins réels de l'humanité, mais par rapport à sa capacité de les absorber sur les marchés. C'est alors la crise de surproduction de marchandises qui survient, mais aussi de force de travail. Les ouvriers sont alors jetés sur le pavé en masse, devenus inutile pour le capital.

Des 300000 chômeurs des plus beaux jours de l'accumulation capitaliste des années 60, on est passé officiellement à 2.562.500 chômeurs aujourd'hui, dont 1.840.000 seulement reçoivent une aide quelconque. Le chômage réel est évidemment plus élevé encore et l'on peut sans risque parler de 3 millions de chômeurs en France.

La bourgeoisie a fini par admettre publiquement que le chômage était "incompressible" et cesser de propager l'illusion d'un retour au plein emploi ou au presque-plein-emploi. Cet aveu était aussi une nouvelle déclaration de guerre aux chômeurs et les offensives de l'Etat n'ont fait depuis que s'accroître. Philippe Seguin vient ainsi d'annoncer la dernière en demandant aux ANPE de rayer de la liste des "demandeurs d'emploi" ceux qui parmi les jeunes refusaient les emplois sous-payés des TUC. De cette façon l'Etat peut alléger les statistiques de quelques chômeurs supplémentaires, ce qui lui sera utile dans les mois à venir puisque le capital, après la mini-reprise du milieu 80 replonge brutalement dans une nouvelle crise et devra se débarrasser d'un nouveau contingent de force de travail.

Actuellement à 10,4% le taux de chômage passera selon l'OCDE à 11,25% cette année, soit 210.000 chômeurs en plus environ. Les différentes astuces (TUC, TIL, stages de toutes natures) avaient servi à l'Etat de stabiliser le chômage officiel entre 86 et 87, Seguin aura toute les peines du monde à cacher l'accroissement du chômage cette année. Les

100.000 stages supplémentaires qu'il a demandé pour le deuxième semestre de l'année n'y parviendront même pas.

Ce n'est pas seulement le nombre de chômeurs qui ne cesse de croître, mais il y a aussi la qualité du chômage qui évolue. Le chômage n'est pas "un court intermédiaire entre deux emplois" mais une situation qui devient de plus en plus permanente. C'est ainsi que le nombre des chômeurs "longue durée", c'est-à-dire de plus d'un an, est passé à 850.000 personnes.

Les négociations sur l'ASSEDIC auront aussi servi, avec l'accord parfait des appareils syndicaux, de réaliser de substantielles économies sur le dos des prolétaires actifs et chômeurs, notamment la réduction à une, au lieu de deux, des revalorisations.

Face à ces offensives, les prolétaires doivent réagir, mais ils ne peuvent le faire ni en ordre dispersé ni en s'appuyant sur les organisations syndicales officielles, ni sur toute autre organisation de chômeurs de type humanitaire ou même corporatiste. La lutte des chômeurs doit s'intégrer à la lutte de toute la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie et de travail, en faisant sienne les méthodes de lutte et les revendications de classe.

Il est intéressant de citer quelques passages de la Résolution sur le chômage du 1er Congrès International des Syndicats Révolutionnaires (Moscou, juillet 1921) qui montrent que hier comme aujourd'hui, la lutte des prolétaires chômeurs doit rompre leur isolement entre

eux et avec les prolétaires actifs d'une part, et combattre la trahison des organisations ouvrières passées au service des intérêts de l'ordre capitaliste:

"La tâche des minorités révolutionnaires des syndicats affiliés à Amsterdam, sera d'agir avec une insistance particulière pour défendre ces revendications. A toutes les tentatives de la bureaucratie syndicale de classer les chômeurs dans la catégorie des citoyens de second ordre, on doit opposer une résistance énergique. Il est important au plus haut degré que les prolétaires travaillant encore se rendent nettement compte de la communauté de leurs intérêts avec ceux des chômeurs. Il faut en formulant très nettement ses revendications, obliger la bureaucratie jaune de montrer son véritable visage. Là où sous la pression des masses la bureaucratie souscrit aux revendications des chômeurs, le devoir de l'opposition révolutionnaire est d'appeler les masses à la réalisation immédiate de ces revendications même par dessus la tête des chefs."

Dans cet extrait de thèses, il est donc clairement indiqué non seulement les conditions et les orientations générales à donner à la lutte des chômeurs et à son rapport avec la lutte des prolétaires actifs, mais aussi que le chômage ne disparaît qu'avec la société bourgeoise, qu'avec la destruction révolutionnaire du mode de production capitaliste. Cette position communiste tranche évidemment avec celle du PCF pour qui la solution au chômage est une simple affaire de réformes bourgeoises ne sortant donc pas du cadre des mécanismes capitalistes (voir l'article de ce journal: "PCF: un programme chauvin et petit-bourgeois").

Nous publions ci-dessous deux correspondances de lecteurs sur cette question du chômage, qui toutes deux soulèvent la nécessité pour les chômeurs de s'organiser sur des bases classistes, de se distancer et de combattre les orientations réformistes des regroupements de chômeurs sous l'égide de la gauche ou d'organismes chrétiens et à but caritatif, ainsi que de combattre les illusions sur les voies démocratiques pour défendre les intérêts généraux comme particuliers de la classe ouvrière.

## Correspondance chômeurs — Rochefort —

En août de cette année, dans le journal "Sud-Ouest", paraissait un article sur un prochain comité de chômeurs dans la ville à l'initiative de 4 femmes et des assistantes sociales.

Avec 2 copains nous allâmes à la première réunion publique (une trentaine de personnes); la plupart des gens croyaient qu'ils allaient trouver du travail tout de suite. Puis toutes les semaines il y avait une réunion (le vendredi matin); à chaque fois le nombre de participants diminuait - les dernières fois nous n'étions que 6 ou 7...

Puis vint le temps des statuts et association; beaucoup de palabres - également mon premier accroc: un homme d'une quarantaine d'années, recommandé par la mairie (Droite catholique), aidé par les aides sociales (proches elles aussi de la mairie); il a commencé à dire qu'il fallait exclure tous ceux qui faisaient de la politique (politique contre la Droite locale, bien entendu!); puis, comme j'avais apporté des affiches de "Cash" plus la brochure "Chômeurs en colère", il a dit que ces tracts n'étaient que de la subversion!

A la mi-octobre, l'assemblée générale; furent élus dans l'association des chômeurs proches de la mairie (certaines personnes ont dit qu'elles voteraient pour le maire si on leur trouvait du travail - Belle mentalité fasciste!), également des membres du Rotary's, du Lion's club, etc...

Moi je refuse de participer à ce truc bourgeois, capitaliste et fasciste; de toutes façons, ils refuseraient que j'aie une place dans l'association.

Depuis, une autre association, alliée à la première s'est constituée pour du travail à temps partiel (constituée par qui? - la mairie!), alors que la municipalité est incapable de trouver des emplois aux chômeurs de la ville (plus de 18% dans Rochefort), mis à part bien sûr pour les associations sportives, enfants de commerçants bourgeois et fils de militaires.

Enfin, l'association devait avoir un local à plein temps; la mairie leur a simplement accordé une salle, une soirée par semaine, à partager avec les aides ménagères.

Ces chômeurs qui bouffent dans la main de la mairie, c'est rien, NADA; de la Merde!

## — Rompre les illusions —

La société actuelle est fondée sur l'économie de marché c'est-à-dire sur la nécessité de vendre à profit (le profit passant avant les besoins humains). Pour avoir un profit maximum, il faut produire à bon marché. La machine plus rentable remplace donc le travail humain, d'où chômage. Pour faire du profit, il faut vendre à tout prix et n'importe quoi, d'où gaspillages et fabrication de gadgets et d'armements. C'est le cycle infernal dont on ne peut sortir si on ne change pas d'économie; à défaut de remplacer cette économie, le processus qui la conduit à l'agonie est entravé en lui insufflant de l'oxygène, c'est-à-dire de l'emploi inutile voir nuisible à défaut d'être utile. Cette méthode est connue depuis longtemps. Vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le pouvoir a créé les ateliers nationaux dans l'unique but de créer de l'emploi. Les chômeurs d'alors, creusaient le matin dans des terrains vagues (à Paris ce qui est maintenant l'esplanade de la tour Eiffel)

des trous qu'ils rebouchaient le soir. C'était tellement... disons stupide et dévalorisant que les "travailleurs" se révoltèrent. On mit donc un terme à ce "remède" au chômage. D'autres moyens créateurs d'emplois furent utilisés: guerre en Crimée, conquête de l'Algérie, de l'Indochine, d'une partie de l'Afrique... le terrain conquis ouvrant des débouchés... Puis encore et toujours des guerres qui créèrent entre autre la rareté, prolongeant les systèmes inadaptés, pour actuellement vivre sous la menace d'un autre conflit mondial. Quant au souci de créer des emplois, ne révèle-t-il pas le refus de libérer l'homme? Car quelle que soit l'efficacité de sa technique, il implique le développement sans fin de tâches de plus en plus parasitaires dans une société de gaspillages inexorablement purgée par les seuls loisirs de la guerre. Aussi, "nous" (chômeurs, travailleurs précaires...), ne demandons pas à être exploités, nous voulons le partage du pouvoir d'achat,

du pouvoir d'achat pour tous et autrement que par le salaire avilissant s'un travail devenu parodie... sans pour autant que stoppe l'activité productive utile; car si le plein emploi humain n'est pas possible, le plein emploi des machines l'est certainement beaucoup plus. Ne devons nous pas sortir des types de sociétés fondées sur la dépendance du gain par le travail et qui font de l'économie l'économie le déterminisme du destin humain?

Qui croit encore au plein emploi alors que la machine remplace de plus en plus le travail humain pour plus de profit et pour un moindre coût?

Qui croit encore dans les partis politiques et les syndicats qui luttent uniquement pour tenter de sortir le capitalisme de la crise, pour perpétuer l'ordre économique en vigueur au détriment de l'émancipation humaine?

Qu'avons nous à attendre des échéances électorales? Le rendez-vous de 88, n'est-ce pas seulement un choix entre différentes formes de gestion du système capitaliste que ni les uns ni les autres ne rendront social?

A lire leurs avant-projets pour les prochaines présidentielles, les partis sont partisans d'un revenu minimum minimal en échange d'un contrôle par des stages bidons ou par un travail devenu parodie... TUC, SIVP, TIG, PIL, PLIF, SRA, CRA... Ils n'ont pas encore évacué le tabou que tout salaire mérite peine et contre toute évidence que tout salaire doit être lié à une activité salariée, à moins que ce ne soit aussi pour garder prisonnier l'individu... rien sur la finalité du travail. Leur souci irréaliste de vouloir créer des emplois même inutiles et nuisibles, de ne pas vouloir dissocier le revenu du travail... ne révèle-t-il pas le refus de libérer l'homme, alors que les moyens de production existent pour satisfaire les besoins de tous?

Chômeurs, notre unité se fera lorsque nous nous passerons des leaders auto-proclamés des mouvements dits mouvements nationaux de chômeurs; lorsque "nos" associations ne seront plus noyauté par des partis, syndicats, religions au service de l'économie capitaliste à base d'économie de marché; lorsque les représentants de ces associations ne seront plus motivés par la notoriété, le pouvoir, les intérêts personnels... comme c'est le cas parfois; lorsque les associations en auront terminé avec le plagiat du caritatif, du social bis, des agences d'intérim... pour seule finalité... L'alternative est à construire... (...)

# Action directe : La lourde condamnation est une intimidation de la classe ouvrière

Pendant près de 10 ans, Action Directe, et avec elle tout mouvement de lutte violente sur des terrains aussi divers que le lieu de travail, le quartier, le logement, l'immigration, l'antiracisme, la lutte contre la répression, l'anti-impérialisme ou l'anti-militarisme, ont servi, ainsi que d'autres courants de la lutte armée, de cible aux campagnes hystériques de l'Etat contre le terrorisme. Aujourd'hui toute la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie se félicitent et se congratulent pour avoir décapité cette organisation qui a représenté pendant ces années un pôle de référence pour un certain nombre de prolétaires et de militants d'avant-garde conscients de la nécessité du renversement de l'ordre capitaliste par la violence révolutionnaire, mais incapables de comprendre que le processus de la reprise de la lutte prolétarienne révolutionnaire est un phénomène complexe qui dépend de multiples conditions objectives pas seulement matérielles mais aussi - et de manière obligatoire - politiques. L'Etat savoure donc avec faste sa "victoire" sur ce petit groupe auquel il ne peut pardonner d'avoir tenté, même si c'était en vain, d'érafler sa démocratie cuirasse.

Nous avons démontré à plusieurs reprises que l'enjeu de la lutte anti-terroriste de l'Etat était de briser tous ceux, militants individuels, groupes ou mouvements de lutte, qui appliqueraient ou même seulement prôneraient les méthodes d'action, tout sauf pacifiques, sinon au niveau du discours aux couleurs des droits de l'homme qui a remplacé historiquement celui de la défense du christianisme, et retourneraient contre lui sa propre violence.

Alors que la police traquait les militants d'A.D. et d'autres groupes ayant fait de la lutte armée leur ligne politique et d'action unique contre le capitalisme, l'impérialisme français intervenait aux 4 coins du globe, assassinait Eloi Machoro et Marcel Nonnaro en Nouvelle-Calédonie, coulait le Rainbow Warrior en assassinant le photographe de Green-Peace... Le militarisme français intervenait au Tchad et au Togo pour défendre les intérêts impérialistes en Afrique, intervenait au Liban pour désarmer les palestiniens devant l'armée israélienne et bombarder des intégristes libanais, renforçait ses capacités de combat hors de ses frontières avec la création de la F.A.R. (Force d'Action Rapide) et dernièrement envoyait sa flotte de guerre dans le Golfe. Mais les multiples facettes de l'impérialisme français ne s'arrêtent pas là; champion des ventes d'armes, il se distingue particulièrement par l'exploitation commerciale et stratégique de la guerre Iran-Irak dont la longueur et la dureté lui permettent non seulement de remplir ses caisses mais d'accroître son influence en cherchant à être un élément indispensable à la solution du conflit. Les centaines de milliers de morts n'ont pas eu le temps de crier "merci Audran!" - la poudre française est de bonne qualité - et sur leurs tombes on pourra inscrire made in France!

La liste des crimes de l'impérialisme serait bien plus longue si on jetait un regard vers son passé encore tout chaud de puissance coloniale, à l'époque où les socialistes envoyaient au nom de "l'Algérie Française" les soldats massacrer les fellaghas, où Mitterrand condamnait à mort les combattants indépendantistes, où le paysan malgache et le nationaliste indochinois étaient baptisés "terroristes" et servaient de cible vivante, etc...

Les membres d'A.D. et leurs sympathisants se sont révoltés contre cet ordre infâme qui exploite, opprime, avilit, aliène et tue, tout en couvrant ses crimes de lénifiants discours démocratiques et de justifications idéologiques pour mieux faire oublier les faits.

Quelles que soient les graves erreurs politiques des mouvements de type brigadiste - nous reviendrons sur ce sujet notamment dans notre revue "PROGRAMME COMMUNISTE" - les prolétaires doivent reconnaître dans leurs militants non des ennemis mais des camarades dont le sort ne peut être dissocié de celui de la classe ouvrière.

La répression acharnée qui s'abat aujourd'hui sur les militants et sympathisants d'A.D. est en fait une intimidation envers toute la classe ouvrière au moment où les perspectives économiques et sociales deviennent plus critiques et les risques de conflits impérialistes plus précis. Devant ces perspectives le capital a un besoin impérieux de renforcer sa pression sur le prolétariat. Il agit à tous les niveaux et il serait erroné d'analyser de façon isolée ses actes: ils font partie d'un tout, qu'il s'agisse de l'attaque contre les salaires, du rétrécissement du champ d'action du droit de grève, de la pression permanente sur les immigrés, des diminutions des prestations aux chômeurs, des licenciements, ou de la généralisation des expulsions pour "trouble de l'ordre public", du renforcement du contrôle social et poli-

cier, du développement du militarisme.

Le capital se prépare à d'âpres affrontements avec la classe qu'il exploite et il profite de chaque occasion pour perfectionner l'arsenal juridico-répressif qui le protège aujourd'hui contre des sursauts épisodiques des mouvements sociaux ou des actions isolées et demain contre des réactions de fond du prolétariat.

A ce titre le prétexte du terrorisme est certainement exploité à fond pour renforcer l'arsenal répressif bourgeois; mais les prolétaires ne doivent pas accuser, comme l'opportunisme et l'ex-trême gauche, les militants de la lutte armée d'être responsables de ce renforcement. Si l'Etat peut être de plus en plus répressif, ce n'est pas à cause d'A.D., mais à cause de l'absence de riposte de classe à l'exploitation capitaliste, à la répression. Grâce au réformisme, à l'opportunisme, à tous ceux qui s'alignent sur la démocratie, l'Etat bourgeois a le champ libre pour mener à bien ses campagnes successives de défense de l'ordre capitaliste. Les procès d'A.D., judicieusement organisés avant les présidentielles à des fins minables de politiciaille électorale, sont là à point nommé pour rappeler aux prolétaires que le bulletin de vote, c'est bien, la révolte c'est niet!

La répression est donc aujourd'hui encore sélective; elle n'agit pas sur la masse du prolétariat encore inactif, mais sur quelques franges et catégories particulières: les militants d'A.D. les réfugiés basques, etc. Mais dès que le prolétariat commencera à réagir en tant que classe et non de manière individuelle en opposant à la machine étatique le courage exemplaire et excitatif de quelques uns, il lui faudra s'affronter à la répression. L'exemple des mineurs anglais est significatif; la flicaille et l'armée anglaise, formées à la lutte anti-terroriste en Irlande, ont mobilisé durant une année 100 000 des leurs (les militaires intervenant en civil) pour mater ce que Thatcher appelait ouvertement "l'ennemi intérieur"; plusieurs centaines de mineurs furent condamnés à des peines de prison pour "trouble de l'ordre public".

La lutte menée par les militants d'A.D. et leurs sympathisants s'inscrit dans les vicissitudes du long et tourmenté processus de reprise de la lutte de classe. L'indifférence vis-à-vis de leurs lourdes condamnations ou les atermoiements gênés sur l'attitude à prendre sont tout simplement criminels d'un point de vue de classe.

Contre A.D. s'est formée une Sainte Alliance de tous les garants de la paix sociale et de la démocratie, et de tous les représentants de l'opportunisme.

Le PCF, à l'instar de son frère italien, qui s'illustre en combattant l'idée (émise par certains secteurs de la Démocratie Chrétienne) d'une amnistie pour les anciens brigadistes, est le premier comme toujours à réclamer qu'on mette hors d'état de nuire les "provocateurs"; mais il y a aussi la vieille garde soixante-huitarde qui comme la L.C.R. ne dénonce pas la justice bourgeoise, mais se plaint dans ROUGE que l'Etat fasse à A.D. "un mauvais procès" et une "mise en scène grand-guignolesque", en quelque sorte que la Démocratie et la Justice soient bafouées par "une opération politique". Une vraie justice pour de vrais criminels!

"ROUGE", bien que plus réservé, fait ainsi écho à "LUTTE OUVRIERE", pour qui les militants d'A.D. sont à mettre de l'autre côté de la barricade puisqu'ils "agissent de manière analogue à celle des exploités, qui ne veulent surtout pas que les exploités prennent leur sort en mains". Pour L.O. "les plus dangereux ne sont pas dans le box" et "il y a pire criminels qu'eux". Moins pires, mais criminels quand même et donc à condamner

pour les pacifistes de L.O. qui ne peuvent leur pardonner de s'être attaqués à l'Etat sans avoir eu l'accord en bonne et due forme des masses!

L'Etat n'avait donc aucune crainte à avoir en condamnant lourdement les militants et les sympathisants d'A.D. Même le simple délit d'opinion ou de sympathie pour une cause qui fait de l'ordre bourgeois sa cible, est puni d'au moins 5 ans et en quartier d'isolement, ces QHS sous un autre nom.

Les procès contre A.D. ne font que commencer; le premier sur l'accusation d'association de malfaiteurs s'est terminé sur de lourdes peines et dans l'indifférence totale devant la grève de la faim menée par Jean-Marc Rouillon, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani. Au moment où nous écrivons ils en sont à leur 74<sup>ème</sup> jour de leur grève de la faim et leur état physique était extrêmement grave. Qu'ils aient adopté une telle méthode désespérée et impuissante est le reflet même de l'indifférence que fait régner la Sainte Alliance anti-terroriste. La femme du président de la République ne viendra pas à leur chevet, c'est certain (et c'est tant mieux!).

Que réclament-ils par leur grève de la faim? Qu'on les sorte de l'enfer blanc de l'isolement cellulaire, qu'on leur reconnaisse le statut de prisonnier politiques qu'ils sont indubitablement!

Mais l'Etat est bien décidé à en finir une fois pour toute avec ces militants anti-capitalistes et n'a pas cédé d'un pouce à leurs revendications. En refusant de les sortir des quartiers d'isolement c'est leur mort qu'il désire, ou du moins d'une destruction physique irréversible qui les mettrait "hors d'état de nuire". Son attitude en cette circonstance et l'attitude en particulier du réformisme et à sa traîne de l'ex-gauchisme est un puissant avertissement à la classe ouvrière et à ses représentants d'avant-garde: il n'y a et il n'y aura pas de cadeau à attendre de la lutte antiprolétarienne de la démocratie, c'est une lutte à mort.

Après 74 jours de grève, leur vie est en danger et si la mort survenait, les prolétaires devraient la considérer comme un assassinat, comme celui de Bobby Sand par exemple sur lequel l'hypocrite gauche et ex-extrême-gauche avaient alors versé leurs larmes démocratiques.

Le silence ou l'indifférence sur la répression bourgeoise est un acte de complicité qui anticipe la future complicité des agents de la bourgeoisie aux réactions répressives de l'Etat face à la reprise à venir de la lutte de classe.

Quant à nous, et quelque soit l'abîme politique qui nous sépare de la théorie de la lutte armée isolée et détachée des conditions de la lutte générale et organisée du prolétariat contre le capital, nous exprimons notre entière solidarité avec la lutte que mènent les militants d'A.D. contre l'isolement et les conditions d'exception de détention qui les frappent.

Ce n'est pas un "juste procès" que nous réclamons pour Rouillon et ses camarades, c'est leur libération immédiate et sans condition!

( Le 14 février 1988 )

## LES FLICS S'ACHARNENT TOUJOURS SUR ORIACH

Avant le procès d'A.D., en janvier, le ton était donné par l'arrestation et la condamnation de Frédéric Oriach à 6 mois de prison pour avoir tenu publiquement (dans un interview du "Nouvel Observateur") des propos que l'Etat juge des plus dangereux et infamants.

Dire haut et clair que Audran est un marchand d'armes international qui fait la fortune de l'impérialisme français sur, notamment, les cadavres de la guerre Iran-Irak et qu'en exerçant ce métier il prenait certains risques inhérents à sa fonction, est bien le pire des crimes pour la démocratie sacrosainte, puisque ainsi elle est démasquée et déclarée pour ce qu'elle est réellement, une forme sournoise et sanglante de la domination bourgeoise et impérialiste.

# Les héritiers du "Socialisme dans un seul pays" sont les piliers de la conservation capitaliste dans le monde

A la différence de Staline, aujourd'hui Gorbatchev n'a plus besoin d'écorcher le marxisme pour justifier théoriquement ce qui est désormais connu dans le monde entier comme la perestroïka, la grande restructuration.

Pour le réformateur Gorbatchev, qui parle de "seconde révolution" pour mieux refiler, surtout en occident, ses réformes, il suffit en réalité de se référer à une tradition déjà solidifiée et qui n'a plus besoin d'être étiquetée de "bolchévique" comme au temps de Staline: aujourd'hui il peut tranquillement parler d'orgueil national, de tradition du peuple russe, de grande puissance qui ne menace pas la bourgeoisie impérialiste mais travaille pour sa survie et sa stabilité, sans que cela n'offense personne.

Les bolchéviques, c'est-à-dire les communistes révolutionnaires en Russie et ailleurs sont une espèce disparue à cause notamment des purges staliniennes qu'ils soient connus ou inconnus et oubliés. Cette tradition, la contre-révolution internationale connue sous le nom de Staline, non pas parce que Joseph Djougatchvili en fût l'inventeur, mais parce qu'au travers de ses écrits, de ses paroles, de ses actes en tant que chef du parti qui avait guidé la révolution et la dictature prolétariennes, passa la victoire bourgeoise et réactionnaire sur l'Octobre rouge et tout le mouvement prolétarien international, l'a caractérisé comme "la construction du socialisme dans un seul pays".

La théorie du socialisme dans un seul pays attaquait en effet tous les chapitres du marxisme, renversait la ligne programmatique du mouvement communiste international, détruisait les forces physiques révolutionnaires de classe qui sur ces bases avaient été protagonistes de la grande période révolutionnaire des années 20.

Avec la théorie du socialisme dans un seul pays, le renégat Staline et toute la longue série d'agents de la contre-révolution forgèrent les "voies nationales", les "marchés socialistes", les "partis de masse", la "démocratie socialiste", c'est-à-dire teintèrent les catégories bourgeoises en économie et en politique de rouge - du rouge du sang de millions de prolétaires tombés dans la contre-révolution interne et dans la guerre impérialiste.

Mais ils ne pouvaient le faire à visage découvert. La polarisation révolutionnaire, dont l'épicentre se trouvait dans la Russie bolchévique, était destinée à produire pour longtemps encore une force d'attraction sans précédent pour le prolétariat russe et international. La répression physique ne suffisait pas. Il fallait utiliser des concepts et des formules d'apparence marxiste, construire un léninisme, utiliser le marxisme révisé,

falsifié, adapté pour justifier leur besogne anti-révolutionnaire et anti-prolétarienne.

La troisième vague opportuniste - comme notre petit parti caractérisa le mouvement qui vainquit l'Octobre bolchévique et détruisit l'Internationale de Lénine, en datant de 1926 le passage définitif de l'écrasante majorité des partis communistes du côté bourgeois - eût historiquement la nécessité pour vaincre la résistance du prolétariat révolutionnaire et des groupes communistes restés fidèles aux principes marxistes, de se donner une théorie pour justifier son existence, son action et ses perspectives bourgeoises. La construction du socialisme dans un seul pays fût cette théorie.

Au nom de la "patrie socialiste" l'appareil stalinien élimina physiquement l'avant-garde prolétarienne et communiste par centaines de milliers; au nom du "léninisme" le mouvement prolétarien russe et international furent amenés à construire le capitalisme national en Russie, en le faisant passer pour socialiste, et à défendre la survie du capitalisme et de la société bourgeoise démocratique, en la faisant passer pour

(Suite en page 6)

# Les héritiers du "Socialisme dans un seul pays"

(Suite de la page 5)

une phase obligatoire et pacifique de la transition au socialisme.

Le grand rêve de la révolution prolétarienne internationale se brisa sur une puissante marée bourgeoise, mélange de démocratie, de marché national, d'intérêts individuels, de réaction petite-bourgeoise; l'assaut au ciel qui vit une première réalisation avec la révolution d'Octobre, pourtant en pays de "révolution double" (anti-féodale et anti-bourgeoise), subit une défaite.

Le prolétariat international qui résista à l'engagement total dans la première guerre mondiale et qui eût la force historique de produire le formidable parti de classe que fut le parti bolchévique et, par son intermédiaire, l'Internationale Communiste, et qui secoua tout le monde bourgeois et pré-bourgeois en annonçant l'avènement du communisme avec la révolution d'octobre, le prolétariat international fut battu avant tout par les forces économiques et matérielles du capitalisme et par leur prolongement au travers des forces politiques et idéologiques de la contre-révolution.

C'est dans la force historique du capitalisme dans sa phase révolutionnaire en Russie et dans le continent asiatique et dans sa phase sénile en occident; c'est dans la combinaison de la grande poussée progressive anti-féodale à l'Est et de la pesante pression réactionnaire, conservatrice et anti-communiste à l'Ouest, c'est dans l'action de ce puissant étai qu'il faut chercher la raison pour laquelle le prolétariat international perdit sa première grande guerre de classe. Le matérialisme dialectique nous enseigne d'autre part que la victoire du communisme, d'un mode de production en harmonie avec les exigences de vie de l'espèce humaine, ne peut être mis en doute par une défaite dans la guerre entre les classes si terrible, si pleine de conséquences négatives qu'elle soit.

Les renégats, les grands personnages de la contre-révolution naissent à l'ombre de cette défaite et lient leur nom, leur oeuvre, leur "pensée" à la vile besogne de finir le travail et de massacrer ceux qui ne se tiennent pas pour battus. Le cannibalisme de la contre-révolution dénoncé par Marx à propos du massacre des combattants de la Commune se manifeste à nouveau après les tentatives révolutionnaires d'abord en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, puis en Russie et enfin en Chine.

En 1926-27 en effet, alors que se clôt le cycle révolutionnaire mondial, s'ouvre à l'intérieur du bastion russe, désormais isolé du mouvement communiste et prolétarien international, une lutte anticommuniste âpre et sans pitié qui traverse tous les niveaux de la vie politique sociale et économique jusqu'à détruire le parti russe et l'Internationale avec lui. A leur place des forces bourgeoises s'installent, qui maintiennent cependant à des fins de diversion idéologique et pratique les symboles que les prolétaires du monde entier s'étaient habitués à considérer comme des points de ralliement. Les grandes purges staliniennes vinrent ensuite quand la génération des révolutionnaires bolchéviques ne pouvait plus compter ni sur la force active du prolétariat international, ni sur une résistance des partis communistes d'occident ou du parti russe.

Entre-temps le capitalisme russe avait donné le coup d'envoi avec la plus terrible des accélérations à son développement économique interne, dont la "collectivisation forcée" fut la phase que les bourgeois aiment à dire "héroïque" bien que sanglante. Et sur la vague du développement économique interne le capitalisme national russe se préparait à une guerre inévitable que le cours mondial du capitalisme rendait toujours plus proche.

C'est à cette tradition que le réformateur Gorbatchev se réfère; il est sur la même ligne que Staline, même si aujourd'hui il peut se permettre d'en critiquer les excès comme le fit Krouchtchev en son temps, parce qu'il défend les intérêts du capital russe. C'est le développement du capitalisme russe qui exige une plus grande liberté d'action à l'intérieur de son marché national comme à l'extérieur sur le marché international. Le besoin de restructuration industrielle découle de la poussée du capital russe à sa reproduction élargie: la démocratie économique, c'est-à-dire une liberté plus grande pour les entreprises de produire du profit et donc l'appropriation privée de plusvalue,

devient un besoin déterminant pour l'appareil productif russe puisque le marché international, dont aucun marché national ne peut faire abstraction, lui impose de mieux se mettre en phase avec le système du capital.

Gorbatchev en vérité n'a pas inventé la péréstroïka; c'est au contraire le capital russe, force anonyme de classe, qui a trouvé aujourd'hui son Gorbatchev, comme il a trouvé hier son Staline. Le capital russe pèse sur la superstructure politique et administrative pour être plus libre: plus libre de circuler, plus libre de s'investir là où le profit est le plus grand, plus libre de s'associer et de se concentrer ou de se diviser là où le profit le demande, plus libre de se lier au capital d'autres pays si cela répond à l'intérêt de la vitesse de circulation, et donc, en définitive, à la production de profit. La liberté du capital requiert une plus grande liberté de circulation des marchandises et de la force de travail; et si la glasnost, la fameuse "transparence" se révèle efficace pour accélérer ce processus de modernisation, alors vive la transparence, parce que cette glasnost n'empêchera pas, comme elle ne l'a jamais empêché sous le règne bourgeois, la tout aussi nécessaire opacité à l'abri de laquelle agit le capital avec les mêmes buts, que ce soit dans la légalité ou dans l'illégalité.

En 1956, en commentant le XXème congrès du PCUS, nous écrivions:

"Lancée au début de l'offensive contre-révolutionnaire, la formule de Staline (le socialisme dans un seul pays) devait s'accompagner de réserves et cacher son sens véritable derrière le rideau de fumée de l'encens brûlé à la gloire du marxisme. La révolution mondiale, disait-on alors, n'est que momentanément mise de côté; en attendant le retour de situations favorables à la reprise prolétarienne à l'échelle internationale les communistes recourent à la manœuvre "tactique" du cheval de Troie et ils sont prêts à dégainer la flamboyante épée de l'Octobre Rouge qui reste malgré les "replis" imposés par la "nécessité" objective, l'arme fondamentale de la lutte révolutionnaire de classe. C'était un mensonge; mais quand frémissaient encore les secousses des gigantesques batailles de l'après-guerre, ce mensonge était nécessaire. Aujourd'hui, alors que sont démantelés jusqu'au dernier morceau le programme et l'organisation de la IIIème Internationale, les renégats de Moscou n'ont plus besoin de feindre: ils proclament une fois pour toute que leur place est de l'autre côté de la barricade, aux côtés de toutes les formations politiques que, en concluant le grand cycle de la lutte théorique et pratique contre le révisionnisme, la IIIème Internationale définit comme les instruments de la classe capitaliste au sein de la classe ouvrière" (1).

Et depuis lors les représentants du capitalisme national russe et de sa politique impérialiste ne feignent plus d'être des bolchéviques, même s'ils ont continué à camoufler la réalité de même que tous les chefs de partis qui se disent encore communistes, pour mieux cacher au prolétariat de chaque pays qu'ils se situent totalement à l'intérieur du camp bourgeois.

La confession, ce sont les faits bruts qui la font, plus que les paroles d'un dirigeant de parti ou de gouvernement.

"Quand nous avons la division technique du travail sur les 3 plans: coopération (travail collectif), manufacture et industrie, nous avons tout; il n'y a plus rien à construire; rien à ajouter (et dirons-nous aujourd'hui, rien à restructurer-NDLR): nous devons seulement supprimer l'esclavage d'entreprise, l'anarchie sociale de la production" (2).

Quand existe le capital et le travail salarié, c'est que nous sommes sous le capitalisme; dans la perspective marxiste il constitue les bases, et seulement les bases, du socialisme dont l'instauration exige le renversement du pouvoir bourgeois, et pas dans un seul pays, mais comme le rappelle Lénine au moins dans un certain nombre de pays capitalistes avancés de façon que sur leur base il soit possible de maintenir le pouvoir prolétarien et de propager la révolution au monde entier. La transformation économique socialiste ne pourra se réaliser qu'après la victoire révolutionnaire

sur les pays capitalistes dominants, jamais avant et encore moins dans un pays isolé. C'est pourquoi est nécessaire une période non brève de Dictature du Proletariat guidée par le parti de classe.

L'esclavage d'entreprise, l'anarchie sociale de la production sont au contraire réaffirmés avec force par la star actuelle du cinéma politique international; Gorby, comme l'a chaleureusement surnommé l'Amérique, déclare dans ses discours, dans ses écrits, dans ses actions, que le capitalisme nationale russe aspire à devenir membre actif et à part entière de la vie quotidienne du capitalisme mondial, de sa conservation et de sa défense. Il déclare que pour cela sont nécessaires tant la restructuration interne que l'aide et l'appui des capitalismes nationaux plus puissants, occidentaux et surtout américains.

C'est le cours économique russe lui-même qui exige maintenant la destruction du "rideau de fer", y compris sur le plan politique et dans les relations avec les autres pays.

Jusqu'ici le capitalisme russe a sans aucun doute joué à fond son rôle de soutien de l'ordre bourgeois international, ainsi que l'a amplement démontré sa politique impérialiste et le fait que sa victoire dans la guerre mondiale lui a permis de participer au condominium bourgeois sur le monde. Mais il a aujourd'hui à jouer un rôle différent; non plus seulement de maintien des forces prolétariennes dans la cadre des exigences de l'expansion capitaliste après les grandes destructions de la guerre impérialiste, mais de participation active à la défense du système capitaliste dans le cadre de son rayon d'action national et supra-national.

La longue période de récession tendancielle ouverte avec la crise de 74-75 a touché toujours davantage les aires arrières du capitalisme et en particulier l'aire d'influence moscovite. C'est donc la pression du capital international et de ses exigences de reproduction et de défense, qui, après avoir attiré sur le marché mondial le prétendu "camp socialiste" a contraint Moscou comme Varsovie, Budapest comme Pékin, Prague comme Belgrade, à adapter leur politique interne à cette exigence.

Un signe de cette pression, présent depuis longtemps déjà, se trouve dans l'endettement extérieur. Non seulement la Pologne ou la Yougoslavie, mais l'URSS elle-même ont une dette substantielle (l'OCDE estime la dette russe en 1987 à 24 milliards de dollars).

Que cette adaptation se fasse à la Jaruzelski ou à la Gorbatchev, avec l'autogestion Titiste ou la modernisation de Deng Xiao Ping, par les primévères Pragoises plutôt que par l'austérité hongroise importe relativement peu: ce qui compte, c'est l'accélération des réformes politiques afin que les économies nationales des pays encore peu exploités par le capitalisme occidental puissent tisser des relations les plus denses possibles avec les métropoles capitalistes.

Il faut donc une évolution réformatrice capable de maintenir, ce qui est toujours l'objectif des puissances impérialistes, le contrôle de sa zone d'influence, surtout vis-à-vis des mouvements sociaux et du mouvement prolétarien dont la bourgeoisie craint toujours les réactions (voir la Pologne ou la Roumanie).

Plus le marché "riche", de l'occident est saturé de marchandises, plus deviennent importants les marchés environnants; les marchés du "Tiers-Monde" sont surtout marqués par les échanges de matières premières. Ils représentent la partie "pauvre" pour cette raison du marché mondial; ils sont par ailleurs dans une situation critique à cause de l'énorme endettement de ces pays. L'URSS et les pays de l'Est, bien qu'ils aient des potentialités productives très supérieures à nombre de ces pays, font partie de ces marchés.

La surproduction du capital produit le besoin de circulation et d'investissement dans les économies avancées parce que celles-ci peuvent lui garantir dans une certaine mesure un rythme soutenu dans sa reproduction; mais quand ce rythme est remis en cause par les crises cycliques, le moindre recoin du marché mondial prend de l'intérêt et son rôle de soupape de sécurité acquiert une valeur politique.

Dans le cas de l'URSS et des pays de l'Est, nous avons un marché dont les potentialités sont de plus en plus pris en considération, non seulement par Bonn, Paris ou Rome, mais aussi par Washington. Lors de la fameuse rencontre Reagan Gorbatchev, à côté de la détente, on a parlé affaires.

Le commis-voyageur de toutes les Russies, Mikhaïl Gorbatchev, ne pouvait quitter la patrie du dollar sans rencontrer la fine fleur du capitalisme yankee et lui présenter non des belles paroles mais des faits en vue du développement

des affaires. A l'heure actuelle le chiffre des échanges entre l'URSS et les USA ne dépasse pas les 2 milliards de dollars, cela fait une dizaine d'années qu'il s'est stabilisé à ce niveau. L'objectif pour 88 est de l'augmenter de 50 % en profitant de l'amélioration des rapports entre les 2 pays.

Abel Aganbeyan, le conseiller économique numéro un de Gorbatchev et le théoricien de la Perestroïka avertit que: "nous ne voulons pas introduire dans notre système une concurrence sans merci, même si nous sommes conscients que cela améliorerait leurs performances économiques"; et il fait en même temps comprendre que cette concurrence devra arriver. La tentative russe est en effet de restructurer son économie rapidement, mais pas trop vite pour ne pas perdre sa crédibilité politique interne, sa force militaire et sa puissance internationale. Mais la concurrence entre les entreprises ne pourra que devenir sans merci parce que les règles du marché, fondées sur l'anarchie de la production, sur la production par entreprise, dictent leur loi de part et d'autre des frontières russes.

Une autre crainte, plus souterraine, tenaille les nouveaux managers du Kremlin: comment se comportera le prolétariat? L'ouverture à l'occident, la vague de démocratie, l'esprit réformateur, auront certainement des effets pas tous prévisibles. La petite et moyenne bourgeoisie, urbaine plutôt que rurale, sensibilisée depuis longtemps au bien-être et à la richesse made in USA et in Europe soutient en partie la réforme sociale et politique et elle en attend une promotion sociale. Toujours terrorisée par la prolétarisation la petite-bourgeoisie clame sa revendication démocratique qui trouve aujourd'hui son impulsion dans l'entreprise et dans la concurrence entre entreprises.

Mais que peut attendre le prolétariat de ce nouveau vent réformateur?

Du point de vue de sa condition sociale et de ses perspectives historiques, rien qui ait à voir avec la "seconde révolution" de Gorbatchev. Du point de vue de l'amélioration de ses conditions de vie et de travail immédiates, il n'est pas exclu qu'une partie des ouvriers obtienne quelque chose. Mais ces améliorations dépendront de la productivité et de la rentabilité des entreprises: elles seront payées d'un effort physique et nerveux et d'un taux d'exploitation bien supérieurs à ceux d'aujourd'hui en qualité comme en quantité. Du point de vue de la représentation des intérêts prolétariens immédiats, les possibilités seront réduites par rapport à ce qui existe aujourd'hui; et c'est un fait qu'ils ont toujours été soumis aux exigences de l'économie nationale. Ils seront encore plus dépendants de la santé de l'entreprise, de la concurrence entre les entreprises, du marché international. Du point de vue politique, le "socialisme réel" n'était pas autre chose que la mystification de la collaboration de classe imposée par en haut par le pouvoir central; on en vient maintenant à une collaboration de classe de type plus "moderne", démocratique et consensuelle, acceptée par en bas, non au nom de la défense de la "patrie socialiste" encerclée par un monde bourgeois, mais en fonction d'un Etat qui agit pour la "paix dans le monde" et pour l'union avec le marché international.

Une vieille canaille, l'ancien chef de la CIA, William Colby, avertit: l'URSS ne peut maintenir son statut de superpuissance mondiale si elle ne réussit pas à devenir aussi une superpuissance économique (3). Précisément. Pour devenir une superpuissance économique, il faut en premier lieu soumettre le prolétariat russe à une pression formidable, car l'écart avec les pays avancés reste très important.

Pour ce qui est de la politique extérieure, orientée depuis la victoire contre-révolutionnaire vers la défense de l'Etat russe contre les autres et à former un glacis d'Etats satellites contre les agressions politiques, économiques et militaires, Gorbatchev ne fait que continuer les grandes orientations du capitalisme russe: renforcement politique et diplomatique envers tous les pays, y compris avec l'arme de la détente et du pacifisme, renforcement économique interne avec l'aide des pays intéressés, européen surtout, préparation de ses forces militaires à des confrontations avec les pays concurrents qui peuvent devenir ennemis, de l'Europe à la Chine, des USA au Japon.

La vocation capitaliste et impérialiste ne disparaît pas le moins du monde sous Gorbatchev; elle est renforcée et mise ambitieusement sur les plateaux de la balance des rapports inter-impérialistes. L'objectif n'est pas le socialisme dans tous les pays, mais la défense nationale et la conservation capitaliste internationale.

(Suite en page 8)

# Les territoires occupés en ébullition

(Suite de la page 1)

La magnifique grève de solidarité du 21 décembre 1987 des prolétaires arabes d'Israël à l'égard de leurs frères des territoires occupés a montré quels risques court l'Etat sioniste de devoir contrôler une masse si importante d'Arabes et de Palestiniens dans ses frontières. D'autant plus que la population en Cisjordanie et à Gaza est maintenant composée à majorité de la "génération de l'occupation".

A Gaza, les deux tiers de la population ont moins de 19 ans, et sa densité y est une des plus forte du monde. Elle constitue certes un immense réservoir de force de travail exploitable aux pires conditions par le capital sioniste, mais aussi inquiète l'Etat par les risques de déstabilisation qu'elle fait courir dans la région, au point que Shimon Pérès déclarait que "Un million d'Arabes d'ici 12 ans ! Que voulez-vous qu'on en fasse ? Il faudra les nourrir, leur fournir de l'eau, du travail. C'est un fardeau que notre société ne pourra jamais supporter". Israël a bien besoin d'un réservoir de force de travail bon marché mais désire réduire à zéro les frais administratifs et militaires pour son contrôle! L'Etat sioniste a d'ailleurs déjà négocié secrètement la restitution de Gaza à l'Egypte, mais celle-ci n'est pas aveugle et a décliné ce cadeau empoisonné.

Mais pour l'instant le "fardeau" est une véritable vache à lait. Le commerce entre Israël et les territoires occupés se solde par un bénéfice de 500 millions de dollars, quant aux dépenses et recettes budgétaires de l'Etat sioniste elles se soldent par un bilan positif de 103 millions de dollars, sans compter le surprofit que procurent l'exploitation de la force de travail des quelques 120'000 prolétaires arabes et palestiniens des territoires occupés travaillant en Israël.

L'Etat sioniste n'a aucune intention de se retirer des territoires occupés, et en y renforçant sa présence économique et militaires il a créé les conditions d'une forte explosion sociale. A la révolte des masses arabo-palestiniennes, il a riposté par la seule politique qu'il puisse pratiquer, celle du terrorisme à grande échelle! Aux pierres des manifestants il a répondu par le tir à vue et l'assassinat de plus de 50 d'entre eux; la répression a fait déjà plusieurs centaines de blessés, des centaines ont été fait prisonnier gonflant ainsi les prisons sionistes déjà surchargées par des milliers de prisonniers politiques. Mais comme les balles et les gaz lacrymogène (et autres plus violent) ne suffisaient pas, l'armée sioniste, Tsahal, en est venu à la bonne vieille bastonnade ! Les victimes sont arrêtées, rouées de coups et laissées sur place, les os brisés, technique de terreur qui rappelle la sinistre roue du Moyen-Age !

L'Etat sioniste n'a pu s'implanter et se maintenir au Moyen-Orient que par l'usage généralisé du terrorisme sur les populations arabes et palestiniennes, se faisant même le champion

de l'exemple gratuit par l'assassinat de populations civiles entières (de Deir Yassine à Sabra et Chatila, l'histoire palestinienne regorge de sinistres exemples). Terroriste il l'a été, il l'est et il le sera toujours tant qu'il continuera à exister. Ce terrorisme, qu'il applique avec méthode grâce à l'aide de l'impérialisme américain principalement mais pas exclusivement, la France jouant son propre jeu notamment, est la seule alternative qu'il puisse user comme Etat-colon dans les territoires occupés. Pour cet Etat, il n'y a pas de solution à son occupation sans une "solution" au peuplement de ces territoires.

Jusqu'à présent la colonisation sioniste a pu se réaliser sans bouleverser fondamentalement la répartition de la population des territoires occupés et principalement en Cisjordanie. Mais les événements de ces dernières années montrent bien les limites atteintes par l'expansion colonialiste d'Israël. Elle est arrivée à un stade de plus en plus inadmissible pour les masses arabo-palestiniennes qui voient se dégrader d'années en années leurs conditions de vie matérielles, sociales et politiques.

Pour le sionisme qui ne renoncera jamais à son influence sur les territoires occupés, les alternatives ne sont pas légion.

Les plus fermes partisans du Grand Israël veulent mettre à profit les révoltes dans les territoires occupés pour avancer leur solution au problème: l'expulsion des masses arabes et palestiniennes hors de Cisjordanie. Les interventions favorables à la politique dite cyniquement du "transfert" se font de plus en plus nombreuses en Israël et ont même gagné du terrain depuis le début des manifestations contre l'occupation sioniste. Dans une telle perspective de l'Etat sioniste, le renforcement de la poignée de fer de Tsahal visera non seulement l'objectif de faire plier les masses arabes et palestiniennes et ramener l'ordre dans les territoires occupés mais encore d'accentuer sa pression pour les chasser hors de ces territoires vers les Etats arabes.

Mais cette terrible perspective -qui implique que le sionisme se livre à quelques sanglants "exemples" dont l'histoire, de Deir Yassine à Sabra et Chatila, a montré qu'ils sont rentrés dans sa sinistre routine- ne vas pas sans risque pour l'équilibre au Moyen-Orient. Une nouvelle vague de réfugiés dans les pays arabes serait l'amorce d'une nouvelle bombe sociale et politique pour l'ordre interne des pays arabes limitrophes d'Israël ou pour l'ordre des rapports entre ces Etats et leur voisin sioniste. L'ordre impérialiste du Moyen-Orient ne résisterait pas à un nouveau 1948 et c'est bien ce qui inquiète les Etats-Unis craignant une escalade des conflits.

Les autres alternatives, à part le statu quo qui ne peut indéfiniment durer, reviennent toutes à accorder aux terri-

toires occupés un statut administratif intermédiaire fondé sur la mise en place d'une bureaucratie-alibi arabe et palestinienne sous la haute surveillance militaire d'Israël qui continuerait à jouir des pouvoirs essentiels.

Le plan d'autonomie administrative en Cisjordanie et à Gaza présenté par Begin en 1977 est clair sur ce point: "La sécurité et l'ordre public dans les régions de Judée, de Samarie et du district de Gaza relèveront de la responsabilité des autorités israéliennes", et plus loin, "Israël défend son droit et sa revendication de souveraineté sur la Judée, la Samarie et le district de Gaza. Sachant qu'il existe d'autres revendications, Israël propose, dans l'intérêt de l'accord et de la paix, que la souveraineté sur ces régions demeure en suspens." Depuis lors la colonisation n'a fait que progresser, la répression que se généraliser et l'Etat sioniste a fait la démonstration au Liban de ce qu'il est capable de faire pour "la sécurité et l'ordre public" !

Cette alternative qui implique aussi le maintien de l'ordre par la force brutale, par la répression et la terreur, a peut-être l'avantage immédiat d'éviter que n'éclatent de nouveaux conflits dans toute la région, remettant ainsi en question l'instable équilibre moyen-oriental, mais ne fait au mieux que retarder le moment où éclatera la bombe sociale en permanence amorcée. Ainsi toute solution "négociée" avec la Jordanie se fera sur le dos des masses arabes et palestiniennes. La Jordanie qui ne peut se payer le luxe d'un nouvel afflux de réfugiés des territoires de Cisjordanie, a tout intérêt à voir s'établir sur la rive droite du Jourdain un pouvoir administratif et militaire fort aux mains sionistes mais qu'elle ne dédaignerait pas partager avec l'Etat hébreu.

L'Etat sioniste ne fera aucune concession politique qui impliquerait son retrait des territoires occupés, même s'il obtenait des garanties de désarmement des masses palestiniennes, pas conséquent le recours à la force, comme au Liban, est la seule alternative pour rétablir l'ordre, son ordre.

Que les jeunes palestiniens n'utilisent que les pierres pour se défendre ne les épargnera pas d'une plus violente réaction militaire israélienne. Lorsque Tsahal a envahi le Liban pour éliminer la résistance palestinienne, les bons démocrates occidentaux et leur sacrosainte "opinion publique" ont exprimé leur tristesse, leur regret et désarroi, ce qui n'a pas empêché les sionistes de faire leur sale boulot! Pas plus aujourd'hui que hier, "l'opinion publique" ne sera un frein à la folie dévastatrice de la soldatesque de l'Etat sioniste. L'OLP qui prend le train en marche appelle les masses en lutte à ne pas utiliser d'autres moyens de défense que les pierres et les cailloux pour que leur mouvement "bénéficie de la sympathie de l'opinion publique" et que celle-ci fasse "pression" sur l'Etat sioniste pour qu'il relâche sa pression sur les territoires occupés.

Il n'y a rien d'étonnant à cela. Nous l'avons expliqué dans notre dernier journal: la seule façon pour que la bourgeoisie palestinienne puisse envisager la création d'un Etat-croupion (cité d'ortoir de l'Etat pied-noir) est de désarmer les prolétaires et les masses arabo-palestiniennes. C'est de cette seule façon qu'elle peut espérer trouver une oreille attentive auprès de l'impérialis-

me dont elle quémande la reconnaissance et l'appui pour marchander un strapontin au Moyen-Orient.

L'OLP ne fera rien pour donner les moyens réels aux prolétaires et masses arabo-palestiniennes de se défendre face à l'armée sioniste et aux colons. Sa position actuelle est de profiter de l'occasion pour exprimer de fait -et non plus seulement sur le papier- sa reconnaissance de l'Etat d'Israël et de lui donner des garanties qu'un Etat palestinien dans les territoires occupés ne se dressera pas contre l'intégrité des frontières de 1948 ou contre un quelconque intérêt sioniste. L'OLP est prête ainsi à donner des garanties de désarmement de l'Etat-croupion, et plutôt que d'armer les masses arabes et palestiniennes elle demande qu'une force internationale prenne position dans les territoires occupés, pour protéger notre population". Les forces de la FINUL au Liban ont pourtant déjà exercé leurs talents, faisant l'ordre et la police pour désarmer les militants palestiniens, ouvrant ainsi la voie à la répression sioniste et des milices chrétiennes !

Le marché proposé par l'OLP aujourd'hui, dans la droite ligne de son programme de marchandage diplomatique avec l'impérialisme, est ainsi explicité par Bassam Abou, conseiller de Arafat, qui déclarait que l'OLP "envisagera" de faire cesser les manifestations, donc de rétablir l'ordre, si Israël "est prêt à ordonner un cessez-le-feu".

Les prolétaires et masses arabo-palestiniennes ne doivent pas se laisser désarmer de cette façon. Leur espoir et leur perspective ne résident pas dans le pacifisme mais dans l'autodéfense, dans leur union avec les prolétaires et les masses exploitées du Moyen-Orient et dans la perspective d'une lutte pour la destruction de l'Etat sioniste d'Israël, et non pas pour la cohabitation avec lui qui ne signifierait que le maintien de l'ordre contre-révolutionnaire dans cette région. Le prolétariat a montré plusieurs fois que dans la lutte contre l'ennemi sioniste, pour le droit à l'autodétermination des masses palestiniennes, il pouvait jouer un rôle absolument fondamental.

C'est de l'organisation internationale et indépendante des prolétaires arabes et des prolétaires palestiniens que naîtra la seule force de classe capable non seulement de faire plier le sionisme dans sa domination discriminatoire et raciste, mais encore de porter en avant les conditions de la révolution prolétarienne communiste. La lutte des prolétaires et masses exploitées palestiniennes et arabes ne peut s'envisager et se défendre que dans ce cadre de lutte unitaire abattant le cloisonnement des nations, des communautés ou des religions. La bourgeoisie palestinienne en se cachant au début de son existence politique derrière des discours antisionistes radicaux réclamant toute la Palestine, a montré en réalité son vrai visage contrerévolutionnaire en entretenant tous ses cloisonnements et en isolant la lutte des masses palestiniennes de celles des autres masses prolétaires et laborieuses de la région.

Comme nous l'avons expliqué dans notre dernier journal le dialogue diplomatique réclamé par les colombes impérialistes au bec d'acier n'apportera aucune solution à la cause de la lutte des masses palestiniennes. Il n'empêchera, ni l'Etat sioniste, ni les Etats arabes, au premier plan desquels la Syrie et la Jordanie, d'exercer sur elles leur domination et leur tutelle mortelle.

Dans les métropoles impérialistes qui avancent sans cesse leurs pions au Moyen-Orient, le devoir des prolétaires est non seulement de dénoncer l'oppression sioniste dans les territoires occupés et au Liban, mais encore comme condition inséparable, de dénoncer la complicité de leur propre bourgeoisie qui, soit encourage directement l'action sioniste, soit par ses attermoiments démocratiques cache sa crainte devant les risques que prend son gendarme favori du Moyen-Orient en s'empêtrant dans une guerre qui -contrairement à celle du Liban- se déroule sur un territoire que non seulement il revendique mais qu'il a déjà à moitié colonisé.

Nous appelons donc les prolétaires -même si cela reste encore malheureusement à l'état platonique- à ne pas rester indifférents à la barbarie sioniste rendue possible grâce au soutien de l'impérialisme et à ne pas rester silencieux contre les tabous qui règnent sur la questions de l'existence de l'Etat pied noir d'Israël. Les prolétaires et masses laborieuses arabes et palestiniennes ont un permanent besoin de la solidarité internationaliste du prolétariat et non pas des haut-le-cœur hypocrites des démocrates qui tous ont entériné et encensé 1948 !

## ETAT D'AME DE FRIPOUILLES

La brutalité, la violence de l'armée et les colons sionistes, étalées par les médias comme une marchandise qui se vend bien sans gêner les intérêts de l'impérialisme, perturbe l'intelligentsia sioniste reconnue publiquement pour "ses idées et son action de gauche" ou pour sa défense des "droits de l'homme". Soit elle se réfugie dans un silence gêné, soit elle se perd en conjectures et justifications embarrassées ou douloureuses.

Ces tendres petits notables de la matière grise, qui tous ont reçu à un titre ou à un autre les honneurs de la démocratie, ne se sont jamais tourmentés la conscience face aux violences terroristes du sionisme depuis qu'historiquement il a pris racine en Palestine, y compris dans la période récente de l'intervention au Liban. Tous ces représentants de la démocratie, des "droits de l'homme" ou de l'antiracisme, qui s'affichent à grand renfort médiatique et du show-bizz, comme les défenseurs des opprimés de toute nature et de toute couleur, cachent derrière leurs actions et leurs discours trompeurs leur âme de colon barbare au service de l'impérialisme.

Jusqu'à aujourd'hui, ils s'en étaient tiré dans leurs commentaires de la situa-

tion au Moyen-Orient, en montrant du doigt les fusils des milices palestiniennes pour justifier les crimes du sionisme. Maintenant, il n'y a pas de fusil dans la main du palestinien et pourtant la répression de l'Etat pied-noir est tout aussi féroce. C'est donc la démonstration irréfutable que la violence sioniste n'est pas une légitime défense mais une incessante offensive militaire et policière contre les masses palestiniennes pour les chasser de leur terre, pour les réduire civilement à néant, afin de construire et consolider l'Etat colon et gendarme d'Israël.

Voilà donc ce qui provoque quelques états d'âme chez nos démocrates sionistes.

Nous avons plusieurs fois dénoncé SOS-Racisme comme une des tentacules du pouvoir pour assurer un contrôle de l'intérieur de la jeunesse prolétarienne et particulièrement immigrée, en dénonçant le fait que pour cette organisation un bon immigré arabe est un intégré "bleu-blanc-rouge" c'est-à-dire "intégré-tout-en-gardant-son-droit-à-la-différence" sur les questions d'apparences, mais surtout en rejetant toute sympathie à l'égard des masses palestiniennes et toute haine à l'égard du sionisme dont le racisme n'est pas à démontrer.

C'est ainsi qu'au tableau des fripouilles, Eric Ghabali, ex-président de l'Union des Etudiants Juifs (organisation sioniste) et secrétaire général de SOS-Racisme, exprimait rester "solidaire de l'Etat juif" en dépit de son intervention en territoires occupés. Marc Bitton et Yves Azeroual, responsables à l'UEJ et membres du bureau de SOS-Racisme, déclaraient que si SOS-Racisme (la base militante bien sûr, NDLR) se sert de la cause palestinienne comme passage vers les Beurs, entre SOS-Racisme et Israël, nous choisirons Israël" (propos tirés de "L'Evènement du Jeudi" du 10 février 1988).

Quant à Glucksmann, sans doute le plus tourmenté, sa demande d'"évacuation immédiate des territoires occupés" exprime sa sainte trouille de ne plus trouver d'argument pour justifier l'existence d'Israël. Nous ne lui ferons tout de même pas l'affront de lui rappeler que le sionisme ne s'est pas contenté d'occuper la Judée, la Samarie et la bande de Gaza!

Mais la perle va sans doute à Elie Wiesel, le prix Nobel de la paix: "Les israéliens sont nos amis, nos frères. Et à des amis on ne peut rien reprocher" (ibidem).

En tout cas, les prolétaires démasqueront un jour ses "faux amis du peuple" !

